



Web

March 17, 2011

## Maroc : Les investissements directs étrangers stables en 2010

Malgré des annonces en baisse, les investissements directs étrangers (IDE) étaient en légère hausse fin 2010. Une année charnière pour la région, indique le dernier rapport « Invest In Med », entre crise économique en 2009 et crise politique en 2011, avec ses conséquences positives et négatives. Cette nouvelle année pourrait néanmoins voir les IDE augmenter au Maroc de manière significative, estiment les auteurs du rapport.



Les IDE au Maroc en millions d'euros, moyenne 2008-2010. Source : ANIMA MIPO.

Par rapport à 2009, le montant des investissements directs étrangers (IDE) annoncés ont baissé au Maroc en 2010 pour atteindre 2,3 milliards d'euros. Cela correspond au plus faible niveau depuis 2005, où les IDE annoncés s'élevaient à 1,6 milliards d'euros. « Le Maroc, brillant pour les partenariats et apprécié des PME, n'a pas réalisé un très bon score », estiment pour cela les auteurs de la dernière étude « Invest In Med », du mois de mars 2011, publiée en début de semaine.

Mais malgré la baisse du montant d'IDE annoncé, les investissements réels auraient été en hausse en 2010 par rapport à 2009. Du moins dans les 10 premiers mois, pour lesquels l'Agence Marocaine pour le Développement des Investissements fait état d'une augmentation de 16% du volume des investissements au Maroc, qui auraient atteints 1,8 milliards d'euros. « Les IDE devraient ainsi connaître une hausse plus marquée en 2011 », indique l'étude.

### Origines européennes et arabes

Le principal pays d'origine d'IDE au Maroc reste la France, avec en moyenne 1 milliard d'euros par an depuis 2008. L'Espagne arrive deuxième (339 M €), suivie du Koweït (327 M €). Les Emirats Arabes Unis (160 M €), le Royaume-Uni (143 M €), l'Arabie Saoudite (88 M €) et la Libye (71 M €) sont également d'importants investisseurs au Maroc.

Une des tendances générales des investissements au sud de la Méditerranée observée par l'étude, la diversification des secteurs d'investissements, est valable également pour le Maroc. Longtemps dominé par les investissements dans le tourisme, les industries de pointe intéressent davantage les investisseurs étrangers. Au Maroc, cela concerne surtout le secteur automobile et l'aéronautique. Les secteurs du textile et de l'agroalimentaire peinent toujours à attirer des investissements étrangers importants (à noter que sur ce point, l'étude mentionne la région en entier, sans donner de précisions pour le Maroc).

ONA, OCP, Attijariwafa Bank parmi les champions du Sud

Les investissements marocains à l'étranger restent, quant à eux, plutôt faibles, le pays « émerge encore peu à l'IDE en valeur relative ». En Méditerranée, ils concernent surtout la Libye (61 millions d'euros), la Jordanie (15 millions d'euros), et la Tunisie (où Attijariwafa Bank a ouvert des filiales).

Plusieurs groupes marocains ont également investi dans les services en France, en Italie, en Espagne, en Allemagne et aux Pays-Bas, précise l'étude. Parmi les grands groupes marocains, trois se distinguent : l'ONA (Omnium Nord Africain), l'OCP (Office Chérifien du Phosphate) et la précitée Attijariwafa Bank. Ces trois groupes font partie, selon les auteurs de l'étude, des nouveaux champions industriels du Sud. Cependant, « peu de ces champions peuvent être comparés aux majors de certains pays développés ou émergents (les Sinopec, ChinaMobile, PetroChina, Tata, Mittal, etc.) ».

2011, année de crise ?

L'étude, élaborée en coopération entre ANIMA-MIPO (réseau d'investissements en Méditerranée) et le programme « Investir en Méditerranée » de l'Union Européenne, analyse quelque peu les crises politiques actuelles que connaît la région, et les effets qu'elles peuvent avoir sur les investissements étrangers et le développement économique.

Des crises qui ne répondent pas à des logiques purement économiques, comme le relèvent les auteurs. Ils ont, pour cela, comparé l'index Gini, le niveau des clivages entre riches et pauvres dans différents pays du sud de la Méditerranée. Trois pays qui sont « parmi les plus égalitaires (Egypte, Libye, et à un degré moindre, Tunisie), ont été paradoxalement les plus touchés par les révolutions du début 2011, alors que le Maroc, la Syrie ou le Liban (plus inégalitaires) sont relativement épargnés à ce jour », s'étonnent les auteurs. Dans le court terme, ces révolutions constituent un handicap non négligeable pour les économies concernées, mais dans le long terme, elles ont le potentiel d'améliorer le climat des affaires et la compétitivité économique, indique l'étude. Elles devraient également obliger « toute l'Euro-Méditerranée à reconsidérer en profondeur une organisation socio-politico-économique dépassée (migrations, partenariat de développement, nouveau voisinage et Union pour la Méditerranée...) », considèrent les auteurs. Une conséquence plus concrète est, selon eux, que « les partenariats sensibles, en particulier avec les groupes associés à certaines oligarchies proches des pouvoirs (qui contrôlent fréquemment 30% de l'industrie dans les pays concernés), vont vraisemblablement marquer un temps d'arrêt, en attendant une reconfiguration des centres de décision.

<http://www.yabiladi.com/articles/details/4930/maroc-investissements-directs-etran-gers-stables.html>